

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 9. La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2019/202799]

11 JUIN 2019. — Arrêté royal fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les Unions nationales

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté abroge, au 1^{er} juillet 2019, l'arrêté royal du 21 novembre 2018 fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les Unions nationales.

Le présent arrêté vise à accroître la sécurité juridique du mode de répartition des frais d'administration entre les Unions nationales.

Par un arrêté du 21 novembre 2018, le mode de répartition des frais d'administration entre les Unions nationales a été modifié afin notamment de mieux refléter les différents éléments de la charge de travail.

Cet arrêté royal fait l'objet d'un recours en annulation introduit par une union nationale. Dans le cadre de ce recours, des moyens qui ne touchent pas au fond de la mesure sont soulevés.

D'autres unions nationales sont intervenues à la procédure pour défendre la validité du nouveau régime ainsi mis en place.

Il en ressort que le nouveau mode de répartition des frais d'administration, s'il est contesté, est également soutenu par une large frange du secteur. Les discussions préalables à son adoption avaient déjà témoigné de cette forte adhésion.

L'implication des unions nationales dans le débat devant le Conseil d'État indique, par ailleurs, le besoin de clarté quant au mode de répartition, notamment pour assurer l'effectivité de l'objectif poursuivi.

Le présent projet d'arrêté royal vise à assurer cette sécurité juridique et à confirmer le choix qui a été posé par l'arrêté royal du 21 novembre 2018.

Compte tenu de la période d'affaires courantes, le choix est fait de remplacer le texte actuellement en vigueur par un même régime, applicable à partir du 1^{er} juillet 2019. Ainsi, ce régime se substituera au régime déjà mis en place par l'arrêté royal du 21 novembre 2018 et, dès lors, à celui qui existait sous l'empire de l'arrêté royal du 4 février 2002 fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les unions nationales, abrogé formellement par l'arrêté royal du 21 novembre 2018.

Le projet d'arrêté royal a été soumis, pour avis, à la section de législation du Conseil d'État le 22 mars 2019. Celle-ci n'a pas communiqué d'avis dans le délai requis. Il est apparu, lors de la finalisation du projet, que le préambule ne faisait - par erreur - pas mention de l'arrêté royal du 21 novembre 2018 fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les Unions nationales. Cette erreur matérielle a été corrigée.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

FEDERALE OVERHEIDSVERDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2019/202799]

11 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majestie te ondertekenen voor te leggen, heeft met ingang van 1 juli 2019 het koninklijk besluit van 21 november 2018 tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden op.

Dit besluit heeft tot doel de rechtszekerheid van de verdelingswijze van de administratiekosten tussen de landsbonden te vergroten.

Bij besluit van 21 november 2018 werd verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden gewijzigd teneinde in het bijzonder de verschillende elementen van de werklast beter te weer spiegelen.

Tegen dit koninklijk besluit werd door een landsbond een beroep tot nietigverklaring ingesteld. In het kader van dit beroep werden middelen aangevoerd die niet raken aan de grond van de maatregel.

Andere landsbonden zijn in de procedure tussengekomen om de geldigheid van de nieuwe regeling te verdedigen.

Hieruit blijkt dat de nieuwe verdelingswijze van de administratiekosten, indien betwist, ook door een groot deel van de sector wordt gesteund. Uit de besprekingen voorafgaand aan de goedkeuring van het voorstel bleek al dat het op veel steun kon rekenen.

De betrokkenheid van de landsbonden bij het debat voor de Raad van State wijst er ook op dat er behoefte is aan duidelijkheid over de verdelingswijze, met name om de effectiviteit van het nastreefde doel te waarborgen.

Dit ontwerp van koninklijk besluit heeft tot doel deze rechtszekerheid te waarborgen en de keuze van het koninklijk besluit van 21 november 2018 te bevestigen.

In het licht van de periode van lopende zaken wordt ervoor gekozen de huidige tekst te vervangen door dezelfde regeling, die met ingang van 1 juli 2019 van toepassing is. Deze regeling komt dus in de plaats van de regeling die reeds werd ingevoerd bij het koninklijk besluit van 21 november 2018 en dus ook van de regeling die bestond bij het koninklijk besluit van 4 februari 2002 tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden, dat formeel werd opgeheven bij het koninklijk besluit van 21 november 2018.

Het ontwerp van koninklijk besluit werd op 22 maart 2019 ter advies voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State. Deze heeft geen advies uitgebracht binnen de gestelde termijn. Bij de finalisering van het ontwerp is gebleken dat in de preambule - per vergissing - geen melding werd gemaakt van het koninklijk besluit van 21 november 2018 tot vaststelling van verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden. Deze materiële fout werd gecorrigeerd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majestie,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE BLOCK

11 JUIN 2019. — Arrêté royal fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les Unions nationales

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 195, § 1^{er}, 2^o, alinéa 8 remplacé par l'arrêté royal du 17 mars 1997 et modifié par la loi du 22 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 21 novembre 2018 fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les unions nationales;

Vu l'avis du Conseil général de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 4 juin 2018;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 11 juin 2018;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs salariés du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 20 juin 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 décembre 2018;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 15 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par:

1^o la " loi coordonnée ": la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

2^o les " titulaires assurés " : dans le cadre de la fixation des données des effectifs, les " titulaires indemnisables primaires ", les " fonctionnaires et assimilés ", les " étudiants de l'enseignement supérieur ", les " invalides ", les " pensionnés ", les " moins valides ", les " personnes inscrites au Registre national ", les " membres des communautés religieuses ", les " orphelins " et les " veufs et veuves ";

3^o le " maximum à facturer " : le maximum à facturer déterminé sur la base des catégories sociales des bénéficiaires et le maximum à facturer établi sur la base des revenus du ménage des bénéficiaires visés au chapitre IIIbis du titre III de la loi coordonnée;

4^o un " trajet de réintégration entamé " : par année calendrier, la première demande d'un trajet de réintégration socioprofessionnelle, complétée et signée par le médecin-conseil et le titulaire reconnu incapable de travailler;

a) soit introduite par ce titulaire auprès du conseiller du service ou de l'institution des Régions ou des Communautés qui participe à la réintégration socioprofessionnelle et qui a donné lieu au démarrage effectif d'un trajet par le service ou l'institution précitée;

b) soit introduite par le médecin-conseil auprès du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie- invalidité.

5^o une " reprise d'activité entamée avec l'autorisation du médecin-conseil " : la première autorisation qu'un assuré reçoit du médecin-conseil, durant son incapacité de travail, pour reprendre une activité rémunérée d'une durée d'au moins un mois qui n'est pas annulée;

6^o un " examen clinique pratiqué " : un examen médical ou médico-social par ou sous la surveillance du médecin-conseil qui est validé par les réviseurs.

11 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 195, § 1, 2^o, achtste lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 17 maart 1997 en gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 november 2018 tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden;

Gelet op het advies van de Algemene raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 4 juni 2018;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 11 juni 2018;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 20 juni 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 december 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister voor Begroting, d.d. 15 maart 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 22 maart 2019 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o de "gecoördineerde wet": de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

2^o de "verzekerde gerechtigden": de "primaire uitkeringsgerechtigden", het "overheidspersoneel en gelijkgestelden", de "studenten van het hoger onderwijs", de "invaliden", de "gepensioneerden", de "mindervaliden", de "personen ingeschreven in het Rijksregister", de "leden van kloostergemeenschappen", de "wezen" en de "weduwenaars en weduwen";

3^o de "maximumfactuur": de maximumfactuur vastgesteld op grond van de sociale categorie van de rechthebbenden en de maximumfactuur vastgesteld op grond van het gezinsinkomen van de rechthebbenden bedoeld in hoofdstuk IIIbis van titel III van de gecoördineerde wet;

4^o een "opgestart re-integratietraject": per kalenderjaar de eerste aanvraag tot een sociaalprofessioneel re-integratietraject, ingevuld en ondertekend door de adviserend arts en de arbeidsongeschikt erkende gerechtigde,

a) hetzij ingediend door deze gerechtigde bij de begeleider van de dienst of instelling van de Gewesten en de Gemeenschappen die deelneemt aan de sociaalprofessionele re-integratie en die aanleiding gegeven heeft tot een daadwerkelijke opstart van een traject door de voormalel dienst of instelling;

b) hetzij ingediend door de adviserend arts bij de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

5^o een "met de toelating van de adviserend arts aangevatté werkherveretting": de eerste toelating die een verzekerde van de adviserend arts ontvangt om een bezoldigde activiteit tijdens de arbeidsongeschiktheid te hervatten met een duur van minimum één maand die niet wordt geannuleerd;

6^o een "verricht klinisch onderzoek": een medisch of medisch-sociaal onderzoek door of onder het toezicht van de adviserend arts dat is gevalideerd door de revisoren.

Art. 2. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 3, le montant des frais d'administration des cinq unions nationales, visé à l'article 195, § 1^{er}, 2^o, alinéa 8, de la loi coordonnée, est réparti entre ces unions nationales proportionnellement à leur effectif théorique, conformément au § 2.

§ 2. L'effectif théorique est calculé en partant de la somme du nombre de titulaires assurés, du nombre de bénéficiaires du maximum à facturer, et du nombre de pensionnés multipliés par le facteur de correction 0,35, dont il faut déduire le nombre d'invalides. De la différence ainsi obtenue, on ajoute ensuite une fraction ayant comme numérateur le produit de la multiplication du nombre d'invalides par le nombre d'invalides et comme dénominateur la somme du nombre de 'titulaires indemnisables primaires', de 'fonctionnaires et assimilés' et d'étudiants de l'enseignement supérieur'.

Pour l'application du premier alinéa, le nombre de titulaires assurés, le nombre de pensionnés et le nombre d'invalides sont chaque fois obtenu en prenant en considération l'effectif moyen au 30 juin des deux années qui précèdent l'année d'exercice concernée. Le nombre de bénéficiaires du maximum à facturer est obtenu en prenant en considération le nombre moyen de titulaires assurés qui dans la troisième et quatrième année qui précède l'année de l'exercice concernée, ont bénéficié effectivement du maximum à facturer.

Pour la fixation de l'effectif théorique, le nombre de titulaires, calculé conformément aux alinéas précédents, est multiplié par :

- 1° 0,0790 pour les 750 000 premiers titulaires;
- 2° 0,0730 pour la deuxième tranche de 750 000 titulaires;
- 3° 0,0660 pour la troisième tranche de 1 000 000 titulaires;
- 4° 0,0590 pour la quatrième tranche de 1 000 000 de titulaires;
- 5° 0,0490 pour la cinquième tranche de 1 000 000 de titulaires;
- 6° 0,0380 pour le nombre de titulaires dépassant 4 500 000.

Art. 3. § 1^{er}. Du montant des frais d'administration des cinq unions nationales, visé à l'article 195, § 1^{er}, 2^o, alinéa 8, de la loi coordonnée, un montant de 25 000 000 euros est toutefois réparti entre ces cinq unions nationales proportionnellement à un nombre de missions particulières à exécuter auprès de titulaires des prestations de l'assurance indemnités conformément au § 2.

§ 2. Le montant visé au § 1^{er} est divisé comme suit :

1° 25 % de celui-ci est réparti à concurrence du nombre de trajets de réintroduction entamés;

2° 50 % de celui-ci est réparti à concurrence du nombre moyen de reprises d'activité entamées avec l'autorisation du médecin-conseil;

3° 25 % de celui-ci est réparti à concurrence du nombre moyen d'examens cliniques pratiqués.

Pour chacune des missions spécifiques, citées à l'alinéa précédent, exécutées auprès de titulaires des prestations de l'assurance indemnités, le nombre moyen pour la deuxième et troisième année qui précède l'année d'exercice concernée est pris en considération.

Le nombre pris en considération pour chaque mission particulière conformément à l'alinéa précédent est multiplié par :

1° 0,0900 pour, selon le cas, la première tranche de 800 trajets de réintroduction entamés, la première tranche de 8000 reprises d'activité entamées avec l'autorisation du médecin-conseil et la première tranche de 50 000 examens cliniques pratiqués;

2° 0,0890 pour, selon le cas, la deuxième tranche de 800 trajets de réinsertion entamés, la deuxième tranche de 8000 reprises de travail entamées avec l'autorisation du médecin-conseil et la deuxième tranche de 50 000 examens cliniques pratiqués;

3° 0,0880 pour, selon le cas, la troisième tranche de 800 trajets de réintroduction entamés, la troisième tranche de 8000 reprises d'activité entamées avec l'autorisation du médecin-conseil et la troisième tranche de 50 000 examens cliniques pratiqués;

4° 0,0870 pour, selon le cas, la quatrième tranche de 800 trajets de réintroduction entamés, la quatrième tranche de 8000 reprises d'activité entamées avec l'autorisation du médecin-conseil et la quatrième tranche de 50 000 examens cliniques pratiqués;

5° 0,0860 pour, selon le cas, la cinquième tranche de 800 trajets de réintroduction entamés, la cinquième tranche de 8000 reprises d'activité entamées avec l'autorisation du médecin-conseil et la cinquième tranche de 50 000 examens cliniques pratiqués;

6° 0,0850 pour, selon le cas, le nombre de trajets de réintroduction entamés dépassant 4000, le nombre de reprises d'activité entamées avec l'autorisation du médecin-conseil dépassant 40 000 et le nombre d'examens cliniques pratiqués dépassant 250 000.

Art. 2. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 3, wordt het bedrag van de administratiekosten van de vijf landsbonden bedoeld in artikel 195, § 1, 2^o, achtste lid, van de gecoördineerde wet, verdeeld over deze landsbonden naar rato van hun theoretisch ledental overeenkomstig § 2.

§ 2. Het theoretisch ledental wordt berekend door vooreerst de som van het aantal verzekerde gerechtigden, het aantal rechthebbenden op de maximumfactuur, en het aantal gepensioneerden vermenigvuldigd met de correctiefactor 0,35, te verminderen met het aantal invaliden. Bij dit verkregen verschil wordt vervolgens een breuk opgeteld met als teller het product van de vermenigvuldiging van het aantal invaliden met het aantal invaliden en als noemer de som van het aantal 'primaire uitkeringsgerechtigden', 'overheidspersoneel en gelijkgestelden' en 'studenten van het hoger onderwijs'

Voor de toepassing van het eerste lid wordt het aantal verzekerde gerechtigden, het aantal gepensioneerden en het aantal invaliden telkens verkregen door het gemiddelde ledental op 30 juni van de twee jaren die het betrokken dienstjaar voorafgaan, in aanmerking te nemen. Het aantal rechthebbenden op de maximumfactuur wordt verkregen door het gemiddelde aantal verzekerde gerechtigden in aanmerking te nemen die in het derde en vierde jaar die het betrokken dienstjaar voorafgaan, effectief de maximumfactuur genoten.

Voor het vaststellen van het theoretisch ledental wordt het overeenkomstig de vorige ledien berekend aantal gerechtigden vermenigvuldigd met :

- 1° 0,0790 voor de eerste 750 000 gerechtigden;
- 2° 0,0730 voor de tweede schijf van 750 000 gerechtigden;
- 3° 0,0660 voor de derde schijf van 1 000 000 gerechtigden;
- 4° 0,0590 voor de vierde schijf van 1 000 000 gerechtigden;
- 5° 0,0490 voor de vijfde schijf van 1 000 000 gerechtigden;
- 6° 0,0380 voor het aantal gerechtigden boven 4 500 000.

Art. 3. § 1. Van het bedrag van de administratiekosten van de vijf landsbonden bedoeld in artikel 195, § 1, 2^o, achtste lid, van de gecoördineerde wet, wordt echter een bedrag van 25 000 000 euro over deze vijf landsbonden verdeeld naar rato van een aantal bijzondere opdrachten te verrichten bij de gerechtigden op prestaties van de uitkeringsverzekering bepaald overeenkomstig § 2.

§ 2. Het bedrag bedoeld in § 1 wordt verdeeld als volgt:

1° 25 % ervan wordt verdeeld naar rato van het aantal opgestarte re-integratietrajecten;

2° 50 % ervan wordt verdeeld naar rato van het aantal met de toelating van de adviserend arts aangevattede werkherstellingen;

3° 25 % ervan wordt verdeeld naar rato van het aantal verrichte klinische onderzoeken.

Voor elk van de in het vorige lid vermelde bijzondere opdrachten, verricht bij de gerechtigden op prestaties van de uitkeringsverzekering, wordt het gemiddelde aantal voor het tweede en derde jaar die het betrokken dienstjaar voorafgaan, in aanmerking genomen.

Het overeenkomstig het vorige lid voor elke bijzondere opdracht in aanmerking genomen aantal wordt vermenigvuldigd met :

1° 0,0900 voor, al naargelang van het geval, de eerste schijf van 800 opgestarte re-integratietrajecten, de eerste schijf van 8000 met de toelating van de adviserend arts aangevattede werkherstellingen en de eerste schijf van 50 000 verrichte klinische onderzoeken;

2° 0,0890 voor, al naargelang van het geval, de tweede schijf van 800 opgestarte re-integratietrajecten, de tweede schijf van 8000 met de toelating van de adviserend arts aangevattede werkherstellingen en de tweede schijf van 50 000 verrichte klinische onderzoeken;

3° 0,0880 voor, al naargelang van het geval, de derde schijf van 800 opgestarte re-integratietrajecten, de derde schijf van 8000 met de toelating van de adviserend arts aangevattede werkherstellingen en de derde schijf van 50 000 verrichte klinische onderzoeken;

4° 0,0870 voor, al naargelang van het geval, de vierde schijf van 800 opgestarte re-integratietrajecten, de vierde schijf van 8000 met de toelating van de adviserend arts aangevattede werkherstellingen en de vierde schijf van 50 000 verrichte klinische onderzoeken;

5° 0,0860 voor, al naargelang van het geval, de vijfde schijf van 800 opgestarte re-integratietrajecten, de vijfde schijf van 8000 met de toelating van de adviserend arts aangevattede werkherstellingen en de vijfde schijf van 50 000 verrichte klinische onderzoeken;

6° 0,0850 voor, al naargelang van het geval, het aantal opgestarte re-integratietrajecten boven 4000, het aantal met de toelating van de adviserend arts aangevattede werkherstellingen boven 40 000 en het aantal verrichte klinische onderzoeken boven 250 000.

Art. 4. L'arrêté royal du 21 novembre 2018 fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les unions nationales est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2019.

Art. 6. Le ministre qui a les affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/13281]

11 JUIN 2019. — Arrêté royal portant sur l'agrément des ASBL comme union professionnelle ou fédération d'unions professionnelles

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des sociétés et des associations, l'article 9:24, § 3;

Vu l'avis 65.868/2 du Conseil d'Etat, donné le 29 avril 2019, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Classes moyennes et du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

- 1° le ministre : le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions;
- 2° ASBL : l'association sans but lucratif telle que visée dans le Livre 9 du Code des sociétés et des associations;
- 3° SPF Economie : le Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

Art. 2. Toute ASBL qui souhaite être agréée en qualité d'union professionnelle ou de fédération d'unions professionnelles, telle que visée à l'article 9:24, § 1er, du Code des sociétés et des associations, introduit sa demande auprès de la Direction générale de la Politique des P.M.E. du SPF Economie. La demande est envoyée par courrier postal ou par courriel électronique et contient :

- 1° le numéro d'entreprise;
- 2° une attestation de l'ASBL demanderesse qu'elle n'exerce aucune profession, aucun métier ou aucune activité autres que ceux ou celles autorisé(e)s par l'article 9:24, § 2, du Code des sociétés et des associations;
- 3° lorsque l'ASBL demanderesse est active pendant au moins un an au moment de sa demande, un rapport d'activités ou tout autre document permettant d'établir que son fonctionnement est conforme à l'article 9:24, § 2, du Code des sociétés et des associations.

Art. 3. Le ministre ou son délégué statue sur la demande d'agrément au plus tard dans les trente jours suivant le jour de réception d'un dossier complet. En l'absence de décision dans ce délai, la décision est réputée favorable.

La Direction générale de la Politique des P.M.E. envoie un accusé de réception à l'ASBL demanderesse dans les cinq jours qui suivent celui de la réception de la demande.

Art. 4. Het koninklijk besluit van 21 november 2018 tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019.

Art. 6. De minister bevoegd voor sociale zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE BLOCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/13281]

11 JUNI 2019. — Koninklijk besluit betreffende de erkenning van VZW's als beroepsvereniging of als federatie van beroepsverenigingen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, artikel 9:24, § 3;

Gelet op advies 65.868/2 van de Raad van State, gegeven op 29 april 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Middenstand en de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° de minister : de minister bevoegd voor Middenstand;
- 2° VZW : de vereniging zonder winstoogmerk zoals bedoeld in Boek 9 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;
- 3° FOD Economie : de Federale Overheidsdienst Economie; K.M.O., Middenstand en Energie.

Art. 2. Elke VZW die wil worden erkend als beroepsvereniging of als federatie van beroepsverenigingen als bedoeld in artikel 9:24, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, dient haar aanvraag in bij de Algemene Directie K.M.O.-beleid van de FOD Economie. De aanvraag wordt per post of per e-mail verstuurd en bevat :

- 1° het ondernemingsnummer;
- 2° een verklaring van de aanvragende VZW dat ze geen enkel(e) ander(e) beroep, ambacht noch activiteit uitoefent dan degene die haar toegelaten zijn door artikel 9:24, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;
- 3° indien de aanvragende VZW minstens een jaar actief is op het moment van haar aanvraag, een verslag van haar activiteiten of enig ander document waaruit blijkt dat haar werk conform artikel 9:24, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen is.

Art. 3. De minister of zijn afgevaardigde beslist over een aanvraag tot erkenning uiterlijk binnen de dertig dagen volgend op de dag van ontvangst van een volledig dossier. Bij ontstentenis van beslissing binnen deze termijn wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

De Algemene Directie K.M.O.-beleid stuurt de aanvragende VZW een ontvangstbevestiging binnen de vijf dagen volgend op de dag van ontvangst van de aanvraag.